

Toutes et tous dans la rue le 17 mars au côté des migrant-es, sans-papier et victimes des violences policières

L'Union syndicale Solidaires sera présente le 17 mars dans les nombreuses manifestations qui auront lieu en France à l'occasion des journées internationales contre les violences policières et contre le racisme.

Des familles de victimes, des collectifs de sans-papiers et de migrant-es, des collectifs de foyers ouvriers, l'assemblée des blessé-es sont, avec le soutien d'organisations anti-racistes, à l'initiative de cet appel.

Cette marche des solidarités du 17 mars est un appel au respect de la vie et de la dignité de toutes et tous, ce qui implique le respect des droits de chacun et chacun-e, notamment :

- Des droits des migrant-es à un accueil digne, ce qui implique l'arrêt du démantèlement des campements qui conduit à une véritable chasse policière de leurs occupant-es.
- Des droits de tous les enfants à la scolarisation et au respect de la présomption de minorité.
- Des droits égaux au travail, pour qu'aucun-e salarié-e ne soit victime de patrons qui profitent de situations d'illégalité ; le droit du travail doit pouvoir s'appliquer à tous les travailleurs et travailleuses, y compris aux sans-papiers. Avec, c'est la possibilité de s'organiser syndicalement et de lutter ensemble.
- Des droits des jeunes des quartiers populaires stigmatisé-es, agressé-es, blessés et tué-es par la police, dont toutes les études officielles montrent qu'ils et elles sont discriminé-es à l'embauche et dans l'emploi.

L'Etat doit cesser ses pratiques et politiques racistes :

- Cela implique qu'il se donne les moyens d'arrêter les contrôles au faciès, de lutter contre l'impunité des crimes policiers et qu'il adopte une véritable politique d'accueil. Il faut en finir avec les stigmatisations et les politiques institutionnelles contre les jeunes des quartiers, contre les Musulman-es ou supposé-es tel-les, contre les Roms... Il faut enfin que l'Etat français assume son histoire et ses fondations coloniales et leurs conséquences toujours bien présentes dans notre société.
- Le gouvernement entend faire des travailleurs et travailleuses du social des auxiliaires de police, c'est pour notre syndicat inacceptable et nombreux-ses sont ceux et celles qui ont décidé de s'organiser pour le refuser.

Ainsi, comme les années précédentes, nous appelons les salarié-es à participer aux manifestations, à les préparer de façon unitaire avec les collectifs et les associations qui les soutiennent.



31 rue de la Grange aux belles 75 010 Paris	Téléphone 33 1 58 39 30 20 Télécopie 01 43 67 62 14	contact@solidaires.org www.solidaires.org
--	--	--

